

## Rapport mondial sur le développement humain 2009

Nous vivons dans un monde très inégalitaire. Pour beaucoup d'habitants des pays en développement, quitter sa ville ou son village natal est parfois le meilleur, voire le seul, moyen d'améliorer ses conditions de vie. La mobilité humaine peut avoir des effets très positifs sur les revenus des personnes et des familles, sur l'éducation ou sur la participation à la vie politique et sociale ; elle ouvre également des perspectives d'avenir plus favorables pour les enfants. Mais sa valeur va au-delà : pouvoir décider du lieu où l'on veut vivre est un élément essentiel de la liberté humaine.

Les migrants du monde entier n'ont pas de profil particulier. Qu'ils soient cueilleurs de fruits, infirmiers, réfugiés politiques, ouvriers du bâtiment, universitaires ou programmeurs, ils sont près d'un milliard à se déplacer dans leur pays d'origine ou à partir à l'étranger. Migrer, c'est embarquer pour un voyage marqué par l'espoir et l'incertitude, et ce, même sans franchir de frontière internationale. La plupart des gens se déplacent seuls ou avec leurs proches en quête de meilleures opportunités ; ils espèrent pouvoir vivre dignement en mettant au service des pays de destination leur force de travail ou leurs compétences. En outre, les communautés locales et plus globalement toute la société en bénéficient, tant sur leur lieu d'origine que de destination. La diversité de ces personnes et les règles qui régissent leurs déplacements font de la mobilité humaine un des thèmes les plus complexes auquel le monde est confronté aujourd'hui, en particulier en cette période de récession mondiale.

*Lever les barrières : mobilité et développement humains* étudie comment des politiques plus propices à la mobilité peuvent stimuler le développement humain. Le rapport commence par dessiner les contours des déplacements humains (qui se déplace, où, quand et comment) avant d'analyser le large éventail des conséquences de ces déplacements pour les migrants et leurs familles, ainsi que pour leurs lieux d'origine et de destination. Cet ouvrage invite les gouvernements à limiter les restrictions sur les déplacements à l'intérieur de leur pays et au-delà des frontières afin d'élargir les choix humains et les libertés. Il plaide en faveur d'orientations politiques et de mesures pratiques qui permettent d'améliorer les perspectives à l'arrivée, ce qui créera de nombreux avantages pour les communautés de destination et d'origine. Toutefois, les réformes ne concernent pas uniquement les gouvernements de destination. Elles s'étendent également aux gouvernements d'origine, à d'autres acteurs clé (notamment le secteur privé, les syndicats et les organisations non gouvernementales) et aux migrants eux-mêmes.

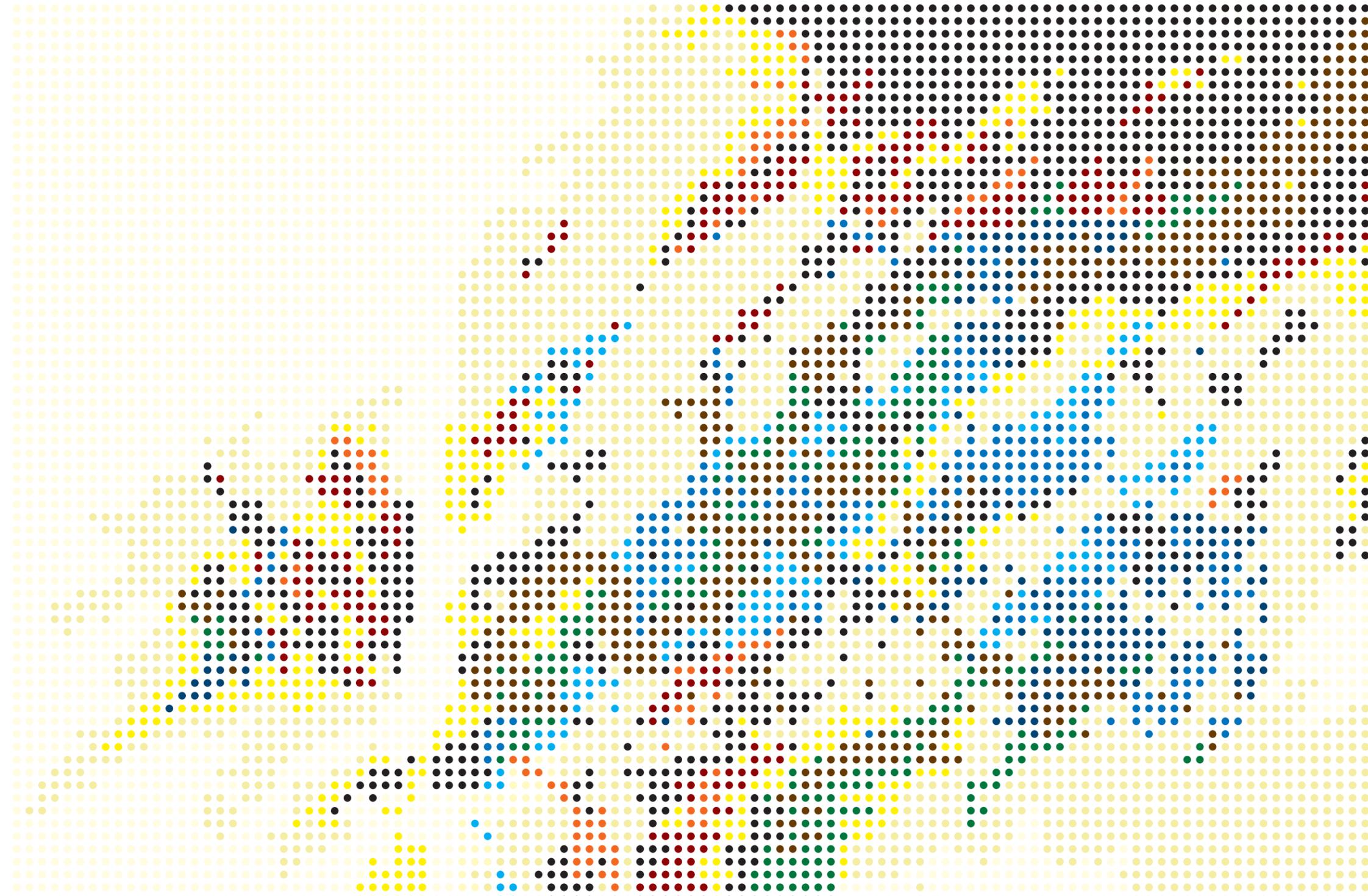
*Le Rapport mondial sur le développement humain 2009* inscrit clairement le *développement humain* au cœur des priorités qui doivent guider les décisions des responsables politiques appelés à tirer le meilleur parti des schémas de plus en plus complexes de la mobilité humaine internationale.

# RÉSUMÉ

## Rapport mondial sur le développement humain 2009

### Lever les barrières :

### Mobilité et développement humains



Copyright © 2009  
par le Programme des Nations Unies pour le développement  
1 UN Plaza, New York, NY 10017, USA

Tous droits réservés. Il est interdit, sauf accord préalable de l'éditeur, de reproduire le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou tout autre moyen.

Imprimé aux États-Unis par Colorcraft of Virginia, Inc. La couverture est imprimée sur papier Chorus Silk Cover n° 80 produit à partir de 25 % de déchets recyclés après consommation. Les pages de texte sont imprimées sur papier Rolland Opaque Smooth n° 70 de Cascades Mills, un papier constitué de 30 % de fibres recyclées désencrées et certifié par le Forest Stewardship Council comme un papier sans chlore avec des encres végétales et produit par le biais de technologies respectueuses de l'environnement. Veuillez recycler l'emballage par rétraction.



Édition : Green Ink  
Conception : ZAGO  
Traduction et maquette : Strategic Agenda LLP

Pour une liste des erreurs et omissions décelées à la suite de l'impression, veuillez consulter notre site Web à l'adresse http://hdr.undp.org

### ***Rapport mondial sur le développement humain 2009***

La documentation de référence et les données informatives relatives à ce rapport sont disponibles sur le site **http://hdr.undp.org**, qui regroupe des exemplaires complets et des résumés du rapport ; des résumés des consultations, séminaires et discussions du réseau ; la série d'articles « Human Development Research Paper Series » et le dossier de presse. Tous les indicateurs statistiques et les outils de données, les cartes interactives, les fiches d'informations par pays et de nombreux autres renseignements sont accessibles gratuitement sur le site.

### ***Rapports sur le développement humain nationaux, sous-nationaux et régionaux***

Le premier RDH national a été publié en 1992. Depuis, ce sont plus de 630 RDH nationaux et sous-nationaux, ainsi que 35 rapports régionaux, qui ont été rédigés par des équipes nationales dans plus de 130 pays, avec le soutien du PNUD. En tant que documents de sensibilisation, ces rapports introduisent le concept de développement humain dans les débats nationaux au travers de processus de consultation, de recherche et de rédaction dirigés par les pays et qui leur sont propres. Les données sont souvent ventilées par sexe, par groupe ethnique ou selon l'appartenance à un milieu rural ou urbain afin d'aider à dépister les inégalités, mesurer les progrès et mettre en lumière les signes avant-coureurs d'un possible conflit. Étant donné que ces rapports se basent sur des perspectives locales, ils peuvent influencer les stratégies nationales, notamment les mesures prises pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres priorités du développement humain. *Pour de plus amples informations, voir le site : **http://hdr.undp.org/fr/rndh/** qui comprend, entre autres, des exemplaires de tous les rapports, une amorce de mesures et du matériel pédagogique.*

### ***Journal of Human Development and Capabilities***

Cette revue est une publication du Bureau du Rapport mondial sur le développement humain du PNUD et de l'Association pour le développement humain et l'approche par les capacités, compétences et opportunités (capabilities). Elle sert de forum d'échanges d'idées associant un large éventail de responsables politiques, d'économistes et d'universitaires. Le Journal of Human Development and Capabilities est une revue animée par un comité de rédaction composé de chercheurs, publiée trois fois par an (en mars, juillet et novembre) par Routledge Journals et imprimée par Taylor and Francis Group Ltd. *Pour vous y abonner, veuillez vous rendre sur **http://www.tandf.co.uk/journals**.*

### ***Thèmes du Rapport mondial sur le développement humain***

|                  |  |
|------------------|--|
| <b>2007/2008</b> | La lutte contre le changement climatique <span> </span> : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé                                  |
| <b>2006</b>      | Au-delà de la pénurie <span> </span> : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau  |
| <b>2005</b>      | La coopération internationale à la croisée des chemins <span> </span> : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités |
| <b>2004</b>      | La liberté culturelle dans un monde diversifié   |
| <b>2003</b>      | Les Objectifs du Millénaire pour le développement <span> </span> : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine                        |
| <b>2002</b>      | Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté  |
| <b>2001</b>      | Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain   |
| <b>2000</b>      | Droits de l'homme et développement humain  |
| <b>1999</b>      | La mondialisation à visage humain  |
| <b>1998</b>      | Modifier les modes de consommation d'aujourd'hui pour le développement humain de demain  |
| <b>1997</b>      | Le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté   |
| <b>1996</b>      | La croissance au service du développement humain <span> </span> ?  |
| <b>1995</b>      | La révolution de l'égalité entre les sexes   |
| <b>1994</b>      | Un agenda pour le Sommet social  |
| <b>1993</b>      | La participation populaire   |
| <b>1992</b>      | Pour une vision nouvelle du développement humain au niveau mondial   |
| <b>1991</b>      | Le financement du développement humain   |
| <b>1990</b>      | Définir et mesurer le développement humain   |

**Déni de responsabilité :**

L'analyse et les recommandations faites dans le présent Rapport ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour le Développement, de son Conseil exécutif ou des ses États membres. Le Rapport est une publication indépendante, commanditée par le PNUD. Il est le fruit de la collaboration d'une équipe d'éminents consultants et conseillers, ainsi que de l'équipe du Rapport mondial sur le développement humain. Jeni Klugman, Directrice du Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, a encadré cette mission.



## RÉSUMÉ

# Rapport mondial sur le développement humain 2009

### **Lever les barrières :**

Mobilité et développement humains



Publié pour le  
Programme des  
Nations Unies pour  
le développement  
(PNUD)

# Équipe pour la préparation du Rapport mondial sur le développement humain 2009

---

## **Directrice**

Jeni Klugman

## **Recherche**

Unité dirigée par Francisco R. Rodriguez, comprenant Ginette Azcona, Matthew Cummins, Ricardo Fuentes Nieva, Mamaye Gebretsadik, Wei Ha, Marieke Kleemans, Emmanuel Letouzé, Roshni Menon, Daniel Ortega, Isabel Medalho Pereira, Mark Purser et Cecilia Ugaz (Directrice adjointe jusqu'à octobre 2008).

## **Statistiques**

Unité dirigée par Alison Kennedy, comprenant Liliana Carvajal, Amie Gaye, Shreyasi Jha, Papa Seck et Andrew Thornton.

## **RDH national et réseau**

Eva Jespersen (Directrice adjointe du BRDH), Mary Ann Mwangi, Paola Pagliani et Timothy Scott.

## **Relations externes et communication**

Unité dirigée par Marisol Sanjines, comprenant Wynne Boelt, Jean-Yves Hamel, Melissa Hernandez, Pedro Manuel Moreno et Yolanda Polo.

## **Production, traduction, budget et opérations, administration**

Carlotta Aiello (Coordinatrice de la production), Sarantuya Mend (Responsable des opérations), Fe Juarez-Shanahan et Oscar Bernal.

# Rapport mondial sur le développement humain 2009

## Table des matières du rapport complet

Avant-propos  
Remerciements  
Acronymes

### VUE D'ENSEMBLE

#### CHAPITRE 1

##### Liberté et migration : la mobilité, moteur du développement humain

- 1.1 La mobilité compte
- 1.2 Le choix et le contexte : comprendre les motifs de la migration
- 1.3 Développement, liberté et mobilité humaine
- 1.4 Notre contribution à la discussion

#### CHAPITRE 2

##### Les populations en mouvement : qui se déplace, où, quand et pourquoi

- 2.1 La migration humaine aujourd'hui
- 2.2 Regard sur le passé
  - 2.2.1 Perspective historique
  - 2.2.2 Le XX<sup>e</sup> siècle
- 2.3 Politiques et migration
- 2.4 L'avenir : la crise et l'après-crise
  - 2.4.1 La crise économique et les perspectives de reprise
  - 2.4.2 Tendances démographiques
  - 2.4.3 Facteurs liés à l'environnement
- 2.5 Conclusions

#### CHAPITRE 3

##### Migrants : gagnants ou perdants ?

- 3.1 Revenus et subsistance
  - 3.1.1 Impacts sur le revenu brut
  - 3.1.2 Coûts financiers de la migration
- 3.2 Santé
- 3.3 Éducation
- 3.4 Autonomisation, droits civiques et participation
- 3.5 Comprendre les conséquences des incitations négatives
  - 3.5.1 Insécurité : moteur de la migration
  - 3.5.2 Déplacement induit par le développement
  - 3.5.3 Trafic d'êtres humains
- 3.6 Impacts globaux
- 3.7 Conclusions

#### CHAPITRE 4

##### Impacts dans les pays d'origine et de destination

- 4.1 Impacts dans les pays d'origine
  - 4.1.1 Effets au niveau des foyers
  - 4.1.2 Effets économiques aux niveaux communautaire et national
  - 4.1.3 Effets sociaux et culturels
  - 4.1.4 Mobilité et stratégies nationales de développement
- 4.2 Effets sur les lieux de destination
  - 4.2.1 Impacts économiques globaux
  - 4.2.2 Impacts sur le marché du travail
  - 4.2.3 Urbanisation rapide
  - 4.2.4 Impacts budgétaires
  - 4.2.5 Perceptions et préoccupations sur la migration
- 4.3 Conclusions

#### CHAPITRE 5

##### Politiques pour l'optimisation des résultats en matière de développement humain

- 5.1 Un paquet de réformes à concevoir
  - 5.1.1 Libéraliser et simplifier les canaux légaux
  - 5.1.2 Garantir les droits fondamentaux des migrants
  - 5.1.3 Réduire les frais de transaction associés à la migration
  - 5.1.4 Améliorer les résultats pour les migrants et les communautés de destination
  - 5.1.5 Exploiter les bénéfices de la mobilité interne
  - 5.1.6 Intégrer la mobilité aux stratégies nationales de développement
- 5.2 La faisabilité politique de la réforme
- 5.3 Conclusions

Notes

Bibliographie

#### ANNEXE STATISTIQUE

Tableaux

Guide du lecteur

Fiche Technique

Définitions des termes statistiques et des indicateurs

Classification des pays

# Lever les barrières : Mobilité et développement humains

Examinons le cas de Juan. Né dans une famille pauvre de la campagne mexicaine, ses parents tiraient chaque jour le diable par la queue pour payer ses soins médicaux et ses études. Il a quitté l'école à l'âge de 12 ans pour les aider. Six ans plus tard, Juan est parti avec son oncle au Canada, en quête de meilleurs salaires et de plus grandes opportunités.

Au Canada, l'espérance de vie est supérieure de cinq ans à celle du Mexique et les salaires y sont trois fois plus élevés. Là-bas, Juan a décroché un permis de travail temporaire par le biais d'un processus de sélection. Il a ensuite obtenu un droit de séjour permanent et a fini par créer une entreprise qui emploie des Canadiens de souche. Il s'agit là d'un exemple parmi des millions de personnes qui, chaque année, émigrent et se voient offrir de nouvelles opportunités et libertés pour leur bénéfice propre et celui de leurs régions d'origine et de destination.

**Prenons maintenant le cas de Bhagyawati.** Elle appartient à une caste inférieure et vit dans la campagne de l'Andhra Pradesh, en Inde. Chaque année, elle va passer six mois à Bangalore avec ses enfants pour travailler sur des chantiers de construction, et est payée 60 roupies (1,20 USD) par jour. Pendant ce temps, ses enfants ne vont pas à l'école, celle-ci étant trop éloignée du chantier et les enfants ne parlant pas la langue locale. Bhagyawati n'a droit ni aux produits alimentaires, ni aux soins médicaux subventionnés, et ne peut pas non plus voter parce qu'elle est inscrite dans un autre district. Comme des millions de migrants internes, l'un des seuls moyens dont elle dispose pour améliorer son quotidien est de partir dans une autre ville à la recherche de meilleures opportunités.

Notre monde est très inégal. Les énormes différences de développement humain d'un pays à l'autre et à l'intérieur même des pays constituent l'un des thèmes récurrents du Rapport mondial sur le développement humain (RMDH) depuis sa première publication en 1990. Cette année, nous explorons pour la première fois la question de la migration. Pour de nombreux habitants des pays en développement, quitter leur ville ou leur village d'origine constitue le meilleur (parfois le seul) moyen de se donner de meilleures chances dans la vie. La mobilité humaine peut être un moyen extrêmement

efficace d'offrir à quelqu'un de bien meilleures perspectives en termes de revenus, de santé et d'éducation. Mais elle représente bien plus encore : pouvoir choisir son lieu de vie est un élément essentiel de la liberté humaine.

Lorsque les gens se déplacent, que ce soit à l'intérieur ou au-delà des frontières de leur pays, ils s'engagent sur un chemin semé d'espoir et d'incertitude. La plupart d'entre eux partent à la recherche de meilleures opportunités, espérant marier leurs talents aux ressources de leur pays de destination afin d'en tirer des bénéfices personnels et d'en faire profiter leur famille proche, qui souvent les accompagne ou les suit. S'ils réussissent, leur initiative et leurs efforts pourront aussi profiter à ceux qu'ils ont laissés derrière eux et à la société dans laquelle ils se sont établis. Mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous. Les migrants qui quittent leurs amis et leur famille peuvent avoir à affronter la solitude, se sentir rejetés par une population qui a peur des nouveaux arrivants ou ne les apprécie pas, perdre leur emploi ou tomber malades et être alors dans l'incapacité d'accéder aux services d'appui dont ils ont besoin pour prospérer.

Le Rapport mondial sur le développement humain 2009 analyse dans quelle mesure une amélioration des politiques en matière de mobilité humaine peut favoriser le développement humain. Il invite les gouvernements à moins limiter les déplacements à travers et à l'intérieur de leurs frontières afin d'élargir les chances et les libertés des individus. Il préconise des mesures pratiques visant à améliorer les perspectives des migrants à leur arrivée, pour le plus grand bénéfice de leur communauté de destination comme de leur région d'origine.

## Comment et pourquoi se déplace-t-on ?

Les débats sur la migration véhiculent généralement l'image d'un flux allant des pays en développement vers les pays riches d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Australasie. Pourtant, la plupart des déplacements

dans le monde ne s'effectuent pas entre des pays en développement et des pays développés, ni même entre différents pays. L'écrasante majorité des personnes qui migrent le font à l'intérieur de leur propre pays. Même en utilisant une définition conservatrice, nous estimons à environ 740 millions le nombre de migrants internes, soit près de quatre fois celui des migrants internationaux. Parmi ceux ayant quitté leur pays, seul un tiers s'est déplacé d'un pays en développement vers un pays développé, c'est-à-dire moins de 70 millions de personnes. La majorité des 200 millions de migrants internationaux dans le monde se sont déplacés d'un pays en développement vers un autre, ou entre deux pays développés (carte 1).

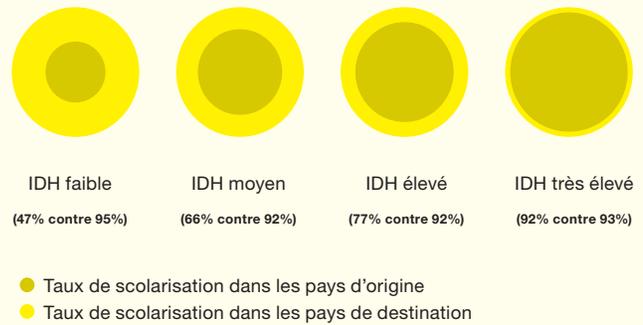
La plupart des migrants, internes comme internationaux, récoltent les fruits de leur déplacement sous la forme d'une augmentation de leurs revenus, d'un meilleur accès aux infrastructures d'éducation et de santé, et d'une amélioration des perspectives pour leurs enfants (figure 1). Les enquêtes conduites auprès de migrants montrent qu'ils sont heureux dans leur région de destination, en dépit de tous les réajustements et obstacles généralement associés à un changement de cadre de vie. Une fois installés, les migrants sont souvent plus enclins

que les résidents locaux à adhérer à des syndicats, à des groupes religieux, etc., ce qui ne se fait toutefois pas sans

Figure 1

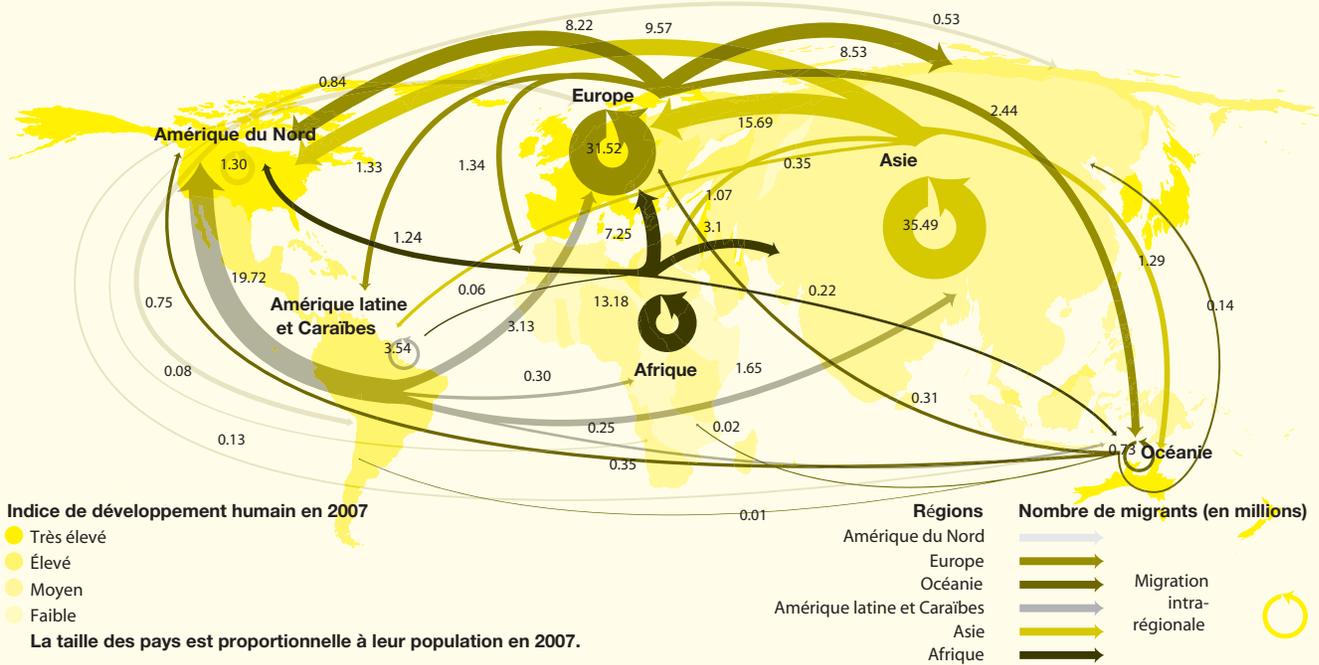
**Les gains en matière d'éducation sont plus marqués pour les migrants provenant de pays à faible IDH**

Taux de scolarisation brut dans les pays d'origine par rapport au pays de destination, par catégorie d'IDH du pays d'origine, recensement en 2000 ou dernier cycle de recensement



Source: Ortega (2009).  
Remarque : Les taux bruts de scolarisation intègrent l'éducation primaire, secondaire et supérieure.

Carte 1 **La majorité des mouvements sont internes aux régions**  
Origine et destination des migrants internationaux vers 2000



Source : Estimations de l'équipe du Rapport mondial, à partir de la base de données du Migration DRC (2007).

compromis. Par ailleurs, les bénéfices de la mobilité ne sont pas répartis équitablement.

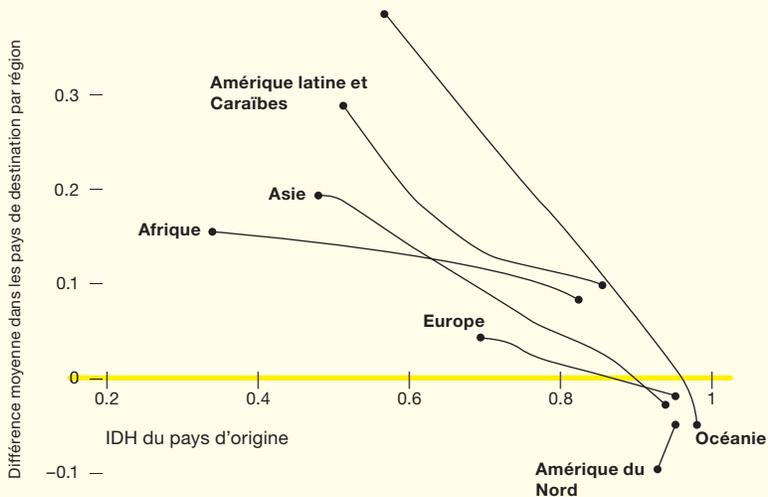
Les personnes déplacées pour des raisons d'insécurité ou à cause d'un conflit rencontrent des problèmes spécifiques. On estime à 14 millions le nombre de réfugiés vivant en dehors de leur pays de nationalité, ce qui représente 7 % des migrants dans le monde. La plupart restent à proximité du pays qu'ils ont fui et s'installent généralement dans des camps jusqu'à ce que la situation leur permette de rentrer, mais environ un demi-million

d'entre eux partent chaque année demander asile dans un pays développé. Bien plus encore, quelque 26 millions d'individus, sont déplacés à l'intérieur de leur pays. Ils n'ont franchi aucune frontière, mais le fait de vivre loin de leur région d'origine dans un pays déchiré par un conflit ou ravagé par des catastrophes naturelles peut leur poser des difficultés particulières. Les personnes (principalement des jeunes femmes) qui ont été victimes de trafic constituent un autre groupe vulnérable. Souvent trompées par la promesse d'une vie meilleure, elles ne se déplacent pas de leur propre gré mais sous la contrainte, parfois accompagnée d'actes de violence et de sévices sexuels.

Quoi qu'il en soit, la majorité des personnes choisissent librement d'émigrer vers des lieux où la vie leur paraît meilleure. Plus des trois-quarts des migrants internationaux se rendent dans un pays dont le niveau de développement humain est plus élevé que celui de leur pays d'origine (figure 2). Ils doivent cependant faire face à de nombreuses contraintes liées aux politiques qui restreignent l'entrée dans les pays, mais aussi aux ressources dont ils disposent pour leur projet. Les habitants des pays pauvres sont les moins mobiles : par exemple, moins de 1 % des Africains ont émigré en Europe. L'histoire et la situation actuelle soulignent en effet que développement et migration vont de pair : le taux d'émigration médian dans un pays à faible développement humain est inférieur à 4 %, contre plus de 8 % dans les pays à haut niveau de développement humain (figure 3).

**Figure 2** Les plus pauvres sont ceux qui ont le plus à gagner par le biais de la migration...

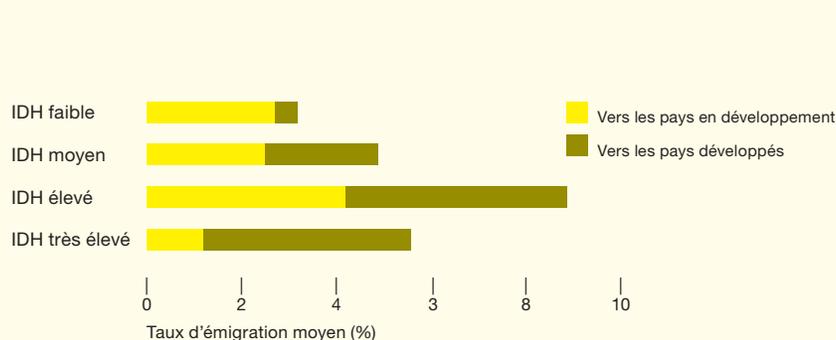
Différence entre l'IDH des pays de destination et d'origine, 2000–2002



Source: Estimations de l'équipe du Rapport mondial, à partir de la base de données du Migration DRC (2007)

Remarque : Les moyennes sont calculées à l'aide de régressions utilisant la densité par la méthode du noyau (densité de Kernel).

**Figure 3** ...mais sont pourtant ceux qui migrent le moins  
Taux d'émigration selon la catégorie d'IDH du pays d'origine



Source: Estimations de l'équipe du Rapport mondial, à partir de la base de données du Migration DRC (2007) et l'ONU (2009e).

### Les obstacles au déplacement

La part des migrants internationaux dans la population mondiale s'est maintenue à un niveau remarquablement stable au cours des cinquante dernières années, aux alentours de 3 %, malgré la présence de facteurs qui auraient dû se solder par une augmentation des flux migratoires. Les tendances démographiques – le vieillissement de la population des pays développés contrastant avec la jeunesse et la croissance de la population des pays en développement – et l'augmentation des opportunités d'emploi, combinées à la baisse des coûts des communications et des transports, ont entraîné une hausse de la « demande » migratoire. Mais les candidats à la migration se heurtent à des barrières de plus en plus hautes, érigées par les gouvernements. Au cours du siècle dernier, le nombre d'États-nations a quadruplé, pour avoisiner le nombre de 200 – soit toujours plus de nouvelles frontières à traverser. Parallèlement, de nouvelles politiques ont limité encore les flux migratoires, en dépit de la levée des barrières commerciales.

Les obstacles à la mobilité sont particulièrement

difficiles à surmonter pour les personnes peu qualifiées, bien que ce type de main-d'œuvre soit recherché dans de nombreux pays riches. Les politiques favorisent généralement l'entrée de migrants plus instruits, par exemple en autorisant les étudiants à rester après l'obtention de leur diplôme et en invitant les travailleurs qualifiés à s'installer avec leur famille. L'attitude des gouvernements est en revanche bien plus ambivalente en ce qui concerne les travailleurs faiblement qualifiés, dont le statut et le traitement laissent souvent grandement à désirer. Dans de nombreux pays, ces migrants occupent des emplois dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, de la production et des services. Cependant, les gouvernements tentent souvent de réguler à leur guise les entrées et sorties des personnes les moins qualifiées et considèrent parfois les travailleurs temporaires et illégaux comme l'eau d'un robinet qu'ils pourraient ouvrir et fermer selon leur bon vouloir. On estime aujourd'hui que 50 millions de personnes vivent et travaillent en situation irrégulière à l'étranger. Certains pays tels que la Thaïlande ou les États-Unis tolèrent un grand nombre de travailleurs illégaux. Cette tolérance peut certes permettre à ces migrants d'obtenir des emplois mieux rémunérés que dans leur pays mais, bien qu'ils fassent souvent le même travail et paient les mêmes impôts que les résidents locaux, ils ont parfois un accès limité aux services de base et encourent le risque de se faire expulser. Certains gouvernements, à l'image de ceux de l'Italie et de l'Espagne, ont reconnu la contribution des migrants non qualifiés à leur société et ont régularisé la situation de ceux qui avaient un emploi. D'autres pays, comme le Canada et la Nouvelle-Zélande, ont quant à eux conçu des programmes de migration saisonnière dans certains secteurs, dont l'agriculture.

Si l'intérêt de la migration qualifiée pour les pays de destination fait l'objet d'un large consensus, l'accueil des travailleurs peu qualifiés est pour sa part bien plus controversé. L'idée communément répandue est que ces migrants, dès lors qu'ils occupent des postes vacants, se substituent aux travailleurs locaux et exercent une pression à la baisse sur les salaires. L'afflux de migrants peut susciter d'autres inquiétudes, portant notamment sur l'augmentation potentielle de la criminalité, la charge supplémentaire qu'ils représentent pour les services locaux et la peur de voir se désagréger la cohésion sociale et culturelle. Mais celles-ci sont souvent exagérées. Bien que des études aient montré que la migration peut effectivement, dans certaines circonstances, avoir des effets négatifs sur les travailleurs locaux dotés de compétences comparables, la plupart des travaux soulignent que ces effets sont généralement modestes et parfois même totalement inexistantes.

## Une mobilité nécessaire

Ce rapport soutient que les migrants stimulent l'économie, et ce à un coût réduit voire nul pour la région d'accueil. En effet, leur présence peut avoir de nombreuses vertus. Par exemple, les femmes immigrées peuvent garder des enfants et permettre ainsi aux mères de la région de destination de travailler hors de chez elles. Au fur et à mesure qu'ils parviennent à acquérir une meilleure maîtrise de la langue ainsi que d'autres compétences nécessaires pour grimper sur l'échelle des salaires, beaucoup de migrants s'intègrent relativement facilement. Ils apportent alors la preuve que les craintes concernant leur impossible intégration, semblables à celles exprimées au début du XX<sup>e</sup> siècle en Amérique au sujet des Irlandais, par exemple, sont tout aussi infondées aujourd'hui qu'hier. Toutefois, on ne peut nier le fait que de nombreux migrants endurent des désavantages systémiques et qu'il leur est difficile, pour ne pas dire impossible, d'accéder aux services locaux dans les mêmes conditions que les résidents de souche. Ces problèmes sont particulièrement prononcés pour les travailleurs temporaires et illégaux.

Dans les pays d'origine, la migration a pour effet d'augmenter les revenus et de stimuler la consommation, ainsi que d'améliorer l'éducation et la santé. Son impact se fait également sentir plus largement au niveau culturel et social. La migration apporte généralement divers bénéfices, dont la forme la plus directe est l'argent envoyé à la famille proche. L'incidence positive de ces transferts est diffusée plus largement lorsqu'ils sont dépensés, générant des emplois pour les travailleurs locaux, tandis que les comportements peuvent évoluer en réponse aux idées venues de l'étranger. Les femmes, en particulier, trouvent ainsi l'occasion de se libérer des rôles traditionnels qui leur sont dévolus.

La nature et l'ampleur de ces effets dépendent du profil des migrants, de la manière dont ils s'en sortent dans leur pays de destination et des contacts qu'ils conservent avec leurs racines par le biais des transferts de fonds, de connaissances et d'idées. Les migrants ayant tendance à arriver en grand nombre de régions spécifiques – par exemple du Kerala en Inde ou de la province du Fujian en Chine – les effets au niveau communautaire peuvent être plus importants qu'au niveau national. Toutefois, sur le long terme, les flux d'idées induits par les déplacements humains peuvent avoir un impact profond sur les normes sociales et la structure de classe à l'échelle d'un pays tout entier. La fuite des compétences est parfois perçue comme un phénomène négatif, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé. Pourtant, même lorsque c'est le cas, la meilleure réponse

Le développement humain a beaucoup à gagner d'une levée des obstacles aux déplacements et d'une amélioration du traitement des migrants.

demeure la mise en œuvre de politiques s'attaquant aux problèmes structurels sous-jacents, comme le bas niveau des salaires, le caractère inapproprié des financements et la faiblesse des institutions. Faire porter la responsabilité de la fuite des travailleurs qualifiés aux travailleurs eux-mêmes est un contresens ; limiter leur mobilité est probablement contre-productif – et bafoue qui plus est le droit fondamental de chacun de quitter son propre pays.

Quoi qu'il en soit, la migration internationale, même bien gérée, ne peut tenir lieu de substitut à une stratégie nationale de développement humain. À quelques exceptions près (principalement des petits États insulaires dont plus de 40 % des habitants partent à l'étranger), l'émigration a peu de chances de façonner les perspectives de développement d'une nation tout entière. La migration est au mieux une option qui vient en complément d'efforts locaux et nationaux plus larges visant à réduire la pauvreté et à améliorer le développement humain. Ces efforts demeurent toujours essentiels.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le monde fait face à la crise économique la plus grave qu'il ait connue depuis plus de cinquante ans. La contraction de l'économie et les licenciements affectent des millions de travailleurs, y compris les migrants. Nous pensons que la crise actuelle peut constituer l'occasion d'instituer une « nouvelle donne » pour les migrants, qui profiterait aux travailleurs locaux et immigrés tout en les protégeant contre un sursaut protectionniste. Lorsque la situation s'améliorera, les déterminants majeurs des tendances structurelles qui ont favorisé les migrations au cours des cinquante dernières années referont surface et inciteront plus de personnes à migrer. Il est essentiel que les gouvernements mettent en place les mesures nécessaires pour s'y préparer.

#### Encadré 1 Le paquet de réformes

*Lever les barrières* propose un paquet de réformes qui repose sur six « piliers ». Chacun apporte ses propres avantages, mais combinés ils offrent de meilleures chances d'optimiser l'impact de la migration sur le développement humain :

1. Libéraliser et simplifier les canaux légaux qui permettent aux personnes peu qualifiées de chercher du travail à l'étranger ;
2. Garantir les droits fondamentaux des migrants ;
3. Réduire les coûts de transaction associés à la migration ;
4. Améliorer l'impact pour les migrants et les communautés de destination ;
5. Exploiter les bénéfices de la mobilité interne ; et
6. Intégrer la mobilité aux stratégies nationales de développement.

#### Notre proposition

Le développement humain a beaucoup à gagner d'une levée des obstacles aux déplacements et d'une amélioration du traitement des migrants. Cela demande toutefois une certaine audace. Ce rapport propose un ensemble complet de réformes qui peuvent apporter des bénéfices substantiels aux migrants, aux communautés et aux pays.

Notre proposition porte sur les deux dimensions majeures de la question de la mobilité qui laissent une réelle marge de manœuvre à une amélioration sur le plan politique : l'admission et le traitement. Notre paquet de mesures appelle des réformes dont les effets se feront sentir à moyen et long termes (encadré 1). Ces réformes ne s'adressent pas uniquement aux gouvernements de destination, mais aussi à ceux d'origine, ainsi qu'à d'autres acteurs clés – notamment le secteur privé, les syndicats et les organisations non gouvernementales – et aux migrants eux-mêmes. Même si les défis à relever sont similaires, les responsables politiques devront bien sûr concevoir et mettre en œuvre des politiques migratoires distinctes dans leurs pays respectifs, en fonction des circonstances nationales et locales. Certaines bonnes pratiques se détachent néanmoins et peuvent être adoptées par un plus grand nombre d'acteurs.

Nous mettons l'accent sur six grands axes de réforme applicables individuellement mais qui, mis en œuvre ensemble dans le cadre d'une approche intégrée, peuvent démultiplier leurs bénéfices pour le développement humain. Ouvrir les canaux d'entrée existants afin qu'un plus grand nombre de travailleurs puissent émigrer, garantir les droits fondamentaux des migrants, abaisser les coûts de transaction de la migration, trouver des solutions qui profitent aux communautés de destination et aux migrants qu'elles accueillent, faciliter les déplacements des personnes à l'intérieur de leur propre pays et intégrer la migration dans des stratégies nationales de développement : toutes ces mesures sont complémentaires et contribuent activement au développement humain.

Notre paquet de réformes met en avant deux possibilités d'ouverture des canaux d'entrée légaux existants :

- Nous recommandons d'élargir les programmes favorisant un véritable travail saisonnier dans les secteurs tels que l'agriculture et le tourisme. De tels programmes ont déjà montré leur efficacité dans divers pays. La bonne pratique suggère que ce type d'intervention pourrait impliquer les syndicats et les employeurs, ainsi que les gouvernements des pays d'origine et de destination, ne serait-ce que pour établir et mettre en œuvre des garanties salariales de base, des normes en matière de santé et de sécurité, et

des dispositions favorisant la répétition des séjours, comme dans le cas de la Nouvelle-Zélande.

- Nous proposons également d'augmenter le nombre de visas pour les personnes peu qualifiées, en fonction de la demande locale. D'expérience, les bonnes pratiques en la matière comprennent les mesures suivantes : garantir le droit des immigrés à changer d'employeur (ce qu'on appelle la *transférabilité de l'emploi*), permettre aux immigrés de demander la prolongation de leur séjour et ouvrir la voie à une éventuelle résidence permanente, prendre des dispositions qui facilitent les voyages de retour pendant la durée de validité du visa et autoriser le transfert des prestations sociales accumulées, comme l'a récemment fait la Suède.

Les pays de destination devraient fixer un seuil d'immigration dans le cadre de processus politiques ouverts au débat public et équilibrant les différents intérêts. Les mécanismes transparents doivent établir le nombre d'entrants souhaités en fonction de la demande des employeurs, avec des quotas adaptés à la situation économique.

À destination, les immigrés sont souvent traités dans le déni de leurs droits humains les plus élémentaires. Même si les gouvernements ne ratifient pas les conventions internationales qui protègent les travailleurs immigrés, ils se doivent de garantir le respect de tous leurs droits sur leur lieu de travail : un salaire égal pour un travail égal, des conditions de travail décentes et le droit de s'organiser, par exemple. Ils peuvent avoir à agir rapidement pour éliminer les discriminations. Les gouvernements des pays d'origine et de destination peuvent en outre s'entendre pour faciliter la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger.

La récession actuelle a accentué la vulnérabilité des migrants. Les gouvernements de certains pays de destination ont renforcé l'application de leurs lois migratoires d'une manière parfois contraire aux droits des migrants. Donner aux migrants qui ont été licenciés la possibilité de chercher un nouvel emploi (ou, pour le moins, leur laisser le temps de rassembler leurs affaires avant de partir), publier les perspectives du marché de l'emploi – y compris dans les pays d'origine – sont autant de mesures qui pourraient réduire les coûts disproportionnés de la récession supportés par les migrants actuels et à venir.

En ce qui concerne la migration internationale, les frais liés à l'obtention des papiers nécessaires et à l'accomplissement des formalités administratives requises pour traverser les frontières nationales sont souvent élevés, ont tendance à être dégressifs (proportionnellement plus élevés pour les personnes non qualifiées et pour

les titulaires de contrats de courte durée) et peuvent aussi avoir l'effet pervers d'encourager la migration illégale et les trafics. Dans un pays sur dix, les frais de délivrance d'un passeport sont supérieurs à 10 % du PIB par habitant. Il n'est pas surprenant de constater que ces frais sont négativement corrélés au taux d'émigration. Les gouvernements des pays d'origine comme de destination peuvent simplifier les procédures et réduire les frais d'obtention des différents documents. Les deux parties peuvent également travailler ensemble pour améliorer et réguler les services d'intermédiation.

Il est important de garantir que chaque migrant puisse s'installer correctement à son arrivée, mais il est également essentiel que les populations d'accueil ne se sentent pas injustement accablées par le surcroît de demande que les migrants exercent sur les services essentiels. Lorsque ce surcroît de demande pose des difficultés aux autorités locales, il peut être nécessaire de procéder à des transferts budgétaires supplémentaires. En offrant aux enfants des migrants un accès égal à l'éducation et, le cas échéant, en les aidant à rattraper leur retard et à s'intégrer, on multiplie leurs chances et on évite ainsi la formation d'une future catégorie d'exclus. L'apprentissage de la langue est primordial pour les écoliers comme pour les adultes, par le biais du travail mais aussi à travers des initiatives

**Tableau 1** Plus d'un tiers des pays imposent des restrictions à la liberté de se déplacer  
Restrictions aux déplacements internes et à l'émigration par catégorie d'IDH

| Catégories d'IDH      | Restrictions à la mobilité, 2008 |    |    |    |                     | Total |
|-----------------------|----------------------------------|----|----|----|---------------------|-------|
|                       | Le plus restrictif               | 1  | 2  | 3  | Le moins restrictif |       |
| <b>IDH TRÈS ÉLEVÉ</b> |                                  |    |    |    |                     |       |
| Pays                  | 0                                | 3  | 1  | 3  | 31                  | 38    |
| Pourcentage (%)       | 0                                | 8  | 3  | 8  | 81                  | 100   |
| <b>IDH ÉLEVÉ</b>      |                                  |    |    |    |                     |       |
| Pays                  | 2                                | 4  | 4  | 10 | 27                  | 47    |
| Pourcentage (%)       | 4                                | 9  | 9  | 21 | 57                  | 100   |
| <b>IDH MOYEN</b>      |                                  |    |    |    |                     |       |
| Pays                  | 2                                | 13 | 24 | 27 | 16                  | 82    |
| Pourcentage (%)       | 2                                | 16 | 29 | 33 | 20                  | 100   |
| <b>IDH FAIBLE</b>     |                                  |    |    |    |                     |       |
| Pays                  | 2                                | 5  | 13 | 5  | 0                   | 25    |
| Pourcentage (%)       | 8                                | 20 | 52 | 20 | 0                   | 100   |
| <b>TOTAL</b>          |                                  |    |    |    |                     |       |
| Pays                  | 6                                | 25 | 42 | 45 | 74                  | 192   |
| Pourcentage (%)       | 3                                | 13 | 22 | 23 | 39                  | 100   |

Source: Freedom House (2009).

Bien qu'elle ne puisse se substituer à des efforts plus larges en matière de développement, la migration peut représenter une stratégie vitale pour les ménages et les familles qui cherchent à accroître le niveau et diversifier l'origine de leurs revenus

spécialement tournées vers les femmes qui restent à la maison. Certaines situations exigeront de déployer des efforts plus intenses pour combattre la discrimination, désamorcer les tensions sociales et, au besoin, prévenir les violences contre les immigrés. La société civile et les gouvernements disposent d'un large éventail d'expériences positives en matière de lutte contre la discrimination, par exemple par des campagnes de sensibilisation.

Malgré la chute de la plupart des systèmes à planification centralisée dans le monde, un nombre surprenant de gouvernements (environ un tiers) maintient *de facto* des barrières aux déplacements internes (tableau 1). Ces restrictions prennent généralement la forme d'une limitation des services et des droits fondamentaux pour ceux qui ne sont pas enregistrés dans la région concernée, ce qui constitue également une discrimination envers les migrants internes, comme c'est encore le cas en Chine. Garantir l'égalité face aux services de base est l'une des principales recommandations de ce rapport vis-à-vis des migrants internes. L'égalité de traitement est un facteur important pour les travailleurs temporaires et saisonniers, ainsi que pour leurs familles et les régions où ils vont travailler. Elle permet en outre de garantir que les migrants bénéficieront de services décents une fois rentrés et ne seront pas contraints de se déplacer encore pour avoir accès à des écoles et à des services de santé.

Bien qu'elle ne puisse se substituer à des efforts plus larges en matière de développement, la migration peut représenter une stratégie vitale pour les ménages et les familles qui cherchent à accroître le niveau et diversifier l'origine de leurs revenus, particulièrement dans les pays en développement. Les gouvernements doivent reconnaître ce potentiel et intégrer la migration aux autres aspects de leur politique nationale de développement. L'expérience a permis de comprendre que la situation économique nationale et la présence d'un secteur public fort jouent un rôle majeur dans l'étendue des bénéfices qu'apporte la mobilité.

### Les perspectives

La mise en œuvre de ce programme suppose une volonté ferme et éclairée, ainsi qu'une plus grande détermination à impliquer le public et à sensibiliser les consciences aux réalités de la migration.

Pour les pays d'origine, une prise en compte plus systématique du profil de la migration et de ses bénéfices, de ses coûts et de ses risques permettrait de mieux intégrer les mouvements migratoires aux stratégies nationales de développement. L'émigration n'est pas une alternative à l'intensification des efforts de développement locaux, mais la mobilité peut faciliter l'accès aux idées,

aux connaissances et aux ressources, ce qui ne fera que favoriser voire, dans certains cas, amplifier les progrès.

Pour les pays de destination, les modalités et les délais d'application des réformes dépendront des réalités de la situation économique et sociale et devront tenir compte de l'opinion publique et des contraintes politiques aux niveaux local et national.

La coopération internationale, notamment par le biais des accords bilatéraux ou régionaux, peut améliorer la gestion des mouvements migratoires, la protection des droits des migrants et les contributions de ces derniers à leurs pays d'origine et de destination. Certaines régions s'emploient à créer des zones de libre circulation afin de promouvoir le libre échange tout en optimisant les avantages liés à la migration, par exemple en Afrique de l'Ouest ou dans le cône sud de l'Amérique latine. L'élargissement du marché du travail dans ces régions peut permettre aux migrants, à leurs familles et à leurs communautés d'engranger des bénéfices substantiels.

Une dynamique se fait jour en faveur d'un nouveau régime mondial visant à améliorer la gestion de la migration : plus de 150 pays participent désormais au Forum mondial sur la migration et le développement. Les gouvernements, confrontés à des défis communs, inventent des réponses communes – une tendance que nous avons vu émerger lors de l'élaboration de ce rapport.

*Lever les barrières* inscrit résolument le développement humain sur l'agenda des responsables politiques qui souhaitent tirer le meilleur de schémas migratoires mondiaux de plus en plus complexes.

## Résultats et tendances de l'IDH 2007

L'indice de développement humain (IDH) est une mesure synthétique permettant de connaître le niveau de développement humain d'un pays. Il mesure le niveau atteint par celui-ci au regard de dimensions essentielles :

- la durée et la qualité de la vie, obtenues à partir de l'espérance de vie à la naissance ;
- l'accès à l'éducation, calculé grâce au taux d'alphabétisation des adultes et au taux brut combiné de scolarisation ; et
- le niveau de vie, mesuré par le PIB par habitant en termes de parité du pouvoir d'achat (PPA) en dollars US.

Ces trois dimensions sont ramenées à des valeurs comprises entre 0 et 1, et la moyenne simple est utilisée pour parvenir à une valeur globale de l'IDH comprise entre 0 et 1. Les pays sont ensuite classés en fonction de celle-ci, « 1 » représentant la valeur maximale de l'indice.

L'IDH de cette année, qui exploite les données obtenues pour 2007, a été calculé pour 182 pays. Trois nouveaux États ont été inclus : Andorre et le Liechtenstein pour la toute première fois, et l'Afghanistan, qui était absent des classements depuis 1996. Les résultats présentés dans le rapport tiennent compte à la fois des nouvelles données et des révisions apportées aux séries passées.

Il est important de noter que ces résultats en termes d'IDH se fondent sur les données de 2007 et ne reflètent donc pas les effets de la crise économique mondiale, qui devrait avoir des répercussions massives sur les résultats en matière de développement humain dans de nombreux pays du monde.

Les flèches du tableau indiquent les variations de classement entre 2006 et 2007 selon les données d'une série temporelle cohérente. Au cours de cette période, la valeur de l'IDH a reculé dans quatre pays, chaque fois en raison de la baisse du PIB par habitant, alors qu'elle a augmenté dans 174 pays. Le classement des pays a connu pour sa part de nombreux changements. Entre 2006 et 2007, 50 pays ont ainsi perdu au moins une place, tandis que 50 gagnaient place ou plus. Cela vient du fait que le classement évolue non seulement en fonction de la performance de chaque pays, mais aussi en fonction des progrès que ces pays ont réalisés par rapport aux autres pays, en particulier dans les cas où les écarts de valeur sont réduits. La Chine a enregistré la plus forte progression (sept places), suivie par la Colombie et le Pérou (cinq places), à chaque fois en raison d'une croissance relativement rapide des revenus.

La Norvège arrive en tête de liste, devant l'Australie et l'Islande ; elles occupent la même place que l'année dernière, selon les données les plus récentes. On constate peu de changements dans les dix premiers rangs du classement : il n'y a qu'un seul nouveau-venu, la France, qui a délogé le Luxembourg. Tout en bas du classement, le Niger, l'Afghanistan et la Sierra Leone ferment la marche, comme c'était déjà précédemment le cas. Aucun pays n'a rejoint les dix derniers entre 2006 et 2007.

La plupart des pays n'ont pas bougé de plus d'une ou deux places. Ainsi, en Afrique subsaharienne, le Ghana a gagné deux places (grâce à ses progrès en matière d'éducation), tandis que le Tchad, Maurice et le Swaziland ont reculé de deux rangs.

